Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

Élaboration du plan de prévention du risque naturel séisme de la commune de NICE (Alpes-maritimes)

Dossier pour l'examen au cas par cas de l'obligation de faire une évaluation environnementale

Le présent dossier comporte 7 pages dont les annexes.

Table des matières

Introduction....3
1.Caractéristiques principales du plan....3
1.1.Contexte....3
1.1.1.Cadre réglementaire....3
1.1.2.Circonstances particulières motivant l'approbation d'un PPR S....3
1.1.3.Stratégie locale de gestion du risque sismique....4
1.2.Le projet de PPR S....5
2.Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées....5
2.1.La commune concernée : Nice....5
2.2.Les zones concernées....6
3.Principales incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine....6
3.1.Effets potentiels sur l'étalement urbain....6
3.2.Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles....7
3.3.Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment)....7
3.4.Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages....7
3.5.Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances 7
4.Cartes et règlement annexés au présent rapport....7

Introduction

Le projet présenté s'inscrit dans le cadre de la prévention du risque naturel prévisible séisme. Comme le stipule l'article L. 562-1 du code de l'environnement, « l'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que …. les séismes ... ».

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-maritimes (DDTM 06) intervient pour le compte du préfet des Alpes-maritimes pour élaborer le plan de prévention du risque séisme (PPRS) de la commune de Nice.

Comme le stipule l'article R. 122-17-II du Code de l'environnement, les PPR sont susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas.

L'article R. 122-18 du Code de l'environnement précise le contenu du dossier qui doit être adressé à la formation d'autorité environnementale du CGEDD. L'objet du présent rapport est de communiquer les informations requises à ce titre au CGEDD pour qu'il puisse se prononcer sur la nécessité ou non de réaliser ultérieurement une évaluation environnementale. La décision qui en découlera devra être stipulée sur l'arrêté de prescription du PPR.

Cette démarche est donc antérieure à la prescription du PPR.

1. Caractéristiques principales du plan

1.1. Contexte

1.1.1. Cadre réglementaire

L'élaboration du PPR S sera réalisée selon les modalités définies aux articles L. 562-1 et suivants du code de l'environnement.

La commune de Nice est la première commune du département des Alpes-maritimes en termes de population et de ce fait, elle présente de forts enjeux humains et économiques.

L'élaboration du PPR S est a été décidée pour Nice dans la mesure où le croisement d'un aléa significatif et d'enjeux forts fait naître un risque potentiellement élevé dont la prévention nécessite pleinement la mise en œuvre d'un PPR S.

1.1.2. Circonstances particulières motivant l'approbation d'un PPR S

La Côte d'Azur fait partie des zones reconnues comme les plus sismiques de métropole et la survenue d'un séisme de magnitude voisine de 6 à l'avenir dans les Alpes-Maritimes est tout à fait possible.

L'aléa dans les Alpes-Maritimes résulte du rapprochement des plaques Eurasie et Afrique et du mouvement de poinçonnement avec rotation anti-horaire de l'Italie dont témoigne l'arc alpin.

Quoique les vitesses de déformation restent faibles (de l'ordre du millimètre par an), il existe néanmoins 3 ou 4 zones susceptibles de générer des séismes notables (magnitude > 5).

Dès 2005, sur cette base et après enquête auprès des différents spécialistes géologues et sismologues, le projet GEMGEP[1] situé dans la lignée des projets antérieurs comme le projet GEMITIS[2] et en parallèle à un projet européen RISK-UE[3] a élaboré un « scénario sismique » qui retenait l'occurrence d'un séisme de magntitude 6,3 à 18 km au large de Nice et 8 km de profondeur.

Le projet GEMGEP visait à préciser ce que pourrait être une politique responsable de gestion du risque sismique, à se préparer aux scénarios de crise et à évaluer à l'avance les dommages potentiels d'un séisme dans la région niçoise. Ce projet a été conduit par l'État et la communauté d'agglomération Nice Côte d'Azur. Il s'est achevé le 7 avril 2005 avec la remise de son rapport final.

À sa suite, la ville de Nice a fait l'objet d'une démarche spécifique consistant en la réalisation d'un micro zonage. Élaboré entre juin 2012 et février 2013, il avait été envisagé de le rendre opposable aux tiers par l'intermédiaire d'un Porter à Connaissance (PAC).

En avril 2013, il a été présenté lors d'une réunion de personnes publiques associées. Parmi les conclusions de cettre rencontre, la pertinence de l'outil PAC pour autoriser la prise en compte du risque sismique dans la délivrance des autorisations d'urbanisme a été contestée.

L'administration centrale, saisie de cette objection en octobre 2013, a confirmé un an plus tard que le PAC n'était pas adapté et que seul un PPR Sismique permettrait de prescrire les dispositions nécessaires à la prise en compte du risque sismique dans la construction.

1.1.3. Stratégie locale de prise en compte du risque sismique

Dans le cadre rappelé à l'alinéa précédent, la préfecture et la DDTM des Alpes-Maritimes ainsi que la DREAL PACA ont élaboré un plan départemental d'actions visant à prendre en compte le risque sismique qui précise la stratégie locale de prise en compte de ce risque. Il a été approuvé et transmis par M. le préfet des Alpes-Maritimes à Mme la minitre de l'Environnement de l'Énergie et de la Mer par courrier en date du 17 mars 2017.

Ce plan s'articule autour de 7 volets[4].

Le PPR Sismique de Nice constitue la 2ème action du volet F « Connaissance du risque et sa transcription dans les documents réglementaires » du plan qui en prévoit trois.

La 1ère action vise à étendre au département le scénario sismique élaboré au titre du projet GEMGEP.

La 2ème action vise à approuver le PPR Sismique de Nice.

La 3ème action vise à étudier puis faire approuver de nouveaux PPR Sismique dans les Alpes-Maritimes qui, pour le moment, devraient concerner les communes du littoral Est du département. Ces nouveaux plans correspondent à la demande formulée par l'audit risques réalisé par le CGEDD en 2013/2014 en région PACA qui demandait que soit arrêtée une stratégie spécifique en matière de risque sismique, en particulier sur la conurbation littorale des Alpes-Maritimes.

---

1 Le projet GEMGEP s'est déroulé entre 1999 et 2005, *rassembla*it des études de risque sismique réalisées à l'initiative du Conseil Général des Ponts et Chaussées. Son objectif était d'identifier les secteurs les plus vulnérables de la ville et d'attirer l'attention sur les bâtiments publics les plus sensibles. Ce projet a été réalisé par le CETE-Méditerranée.

2 Le projet GEMITIS a été réalisé entre 1996 et 1998, dans le cadre de la Décennie Internationale pour la Prévention des Catastrophes Naturelles (DIPCN), Son objectif était le développement d'une méthode d'évaluation des préjudices humains et des dommages matériels sur la ville de Nice à la suite d'un séisme de forte intensité.

3 Le programme européen de recherche RISK-UE a été réalisé entre 2001 et 2004. Il visait à développer une méthode standardisée de scénarios sismiques fondée sur les caractéristiques communes de sept villes (Nice, Barcelone, Catania, Sofia, Bitola, Bucarest et Thessalonique).

4 Il s'agit dans l'ordre de :
- Volet A : Communication et information préventive ;
- Volet B : Sensibilisation au risque sismique ;
- Volet C : Connaissance et rduction de la vulnérabilité des constructions, infrastructures et réseaux existants ;
- Volet D : La construcion neuve ;
- Volet E : La gestion de crise ;
- Volet F : Connaissance du risque et sa transcription dans les documents réglementaires ;
- Volet G : Mise à jour du plan ORSEC séisme départemental et pérennisation de la démarche

1.2. Le projet de PPR Séisme

Le PPR S va contenir les mesures listées au II- de l'article L. 562-1 du code de l'environnement qui précise :

« - Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, dites « zones de danger », en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones, dites « zones de précaution », qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. – La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

IV. – Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

V. – Les travaux de prévention imposés en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités. »

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées

2.1. La commune concernée : NICE

La commune de Nice est entièrement classée en zone 4 (sismicité moyenne) par le décret 2010-1055 du 20 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

La population de Nice est de **343 895 habitants** selon le dernier recensement de la population.

La densité de population y est de 4 782 habitants /km².

La commune de Nice dispose actuellement d'un plan local d'urbanisme (PLU) qui a été approuvé le 23 décembre 2010.

L'élaboration du PLU a été prescrite par délibération du conseil municipal en date du 27 juin 2002.

Depuis, ce document a fait l'objet :

- de deux mises à jour par arrêtés du président de la communauté urbaine Nice Côte d'Azur en date des 31 août (délimitation des périmètres de ZAD) et 6 septembre 2011 (SUP) ;
- d'une DUP emportant mise en compatibilité du PLU (autoroute A8), approuvée le 27 octobre 2011 ;
- d'une modification n°1, approuvée le 29 juin 2012 ;
- d'une modification n°2, approuvée le 21 juin 2013 ;
- d'une mise à jour du PPRi (Plan de Prévention du Risque inondation) par arrêté préfectoral du 28 novembre 2013 ;
- d'une modification n°3, approuvée le 19 juin 2015 ;
- d'une DUP emportant mise en compatibilité du PLU (ZAC Méridia), par arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 ;
- d'une modification simplifiée n°1, approuvée le 19 février 2016.
- D'une modification n°4, approuvée le 27 janvier 2017.

Enfin, la commune fait partie de la métropole Nice Côte d'Azur qui a prescrit le PLU intercommunal le 15 décembre 2014 et devrait être approuvé fin 2018.

2.2. Les zones concernées

La nature particulière de l'aléa sismique fait que pour le PPR Séisme, il n'y a pas de zone de danger où des constructions pourraient être interdites (alinéa II paragraphe 1° de l'article L,562-1 du code de l'environnement).

Par contre, l'ensemble du territoire de la commune de Nice peut être considéré comme une zone de précaution où des prescriptions différentiées selon les caractéristiques des terrains rencontrés sont à mettre en œuvre (alinéa II paragraphe 2° de l'article L,562-1 du code de l'environnement).

Les caractéristiques particulières de l'aléa sismique font qu'il n'est pas non plus nécessaire de définir des mesures de prévention, protection ou sauvegarde qui seraient à prendre par les collectivités publiques (alinéa II paragraphe 3° de l'article L,562-1 du code de l'environnement).

Ensuite, il en est de même pour les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages et des espaces mis en culture ou plantés devant être prises par les propriétires, exploitants ou utilisateurs (alinéa II paragraphe 4° de l'article L,562-1 du code de l'environnement).

Enfin et pour les mêmes raisons, il n'y a pas lieu d'édicter de prescriptions correspondant aux alinéas III, IV et V de l'article L.562-1 du code de l'environnement.

3. Principales incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine

3.1. Effets potentiels sur l'étalement urbain

Les PPR Séisme n'ont pas vocation à geler l'urbanisation des communes dans leurs périmètres mais à permettre, par des prescriptions, l'accompagnement des mutations urbaines prenant en compte le risque sismique. Ils visent à

réduire les impacts négatifs des séismes sur la population, les biens, l'environnement, l'économie. Ils contribuent à améliorer la résilience du territoire.

3.2. Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles

Les PPR Séisme ne prescrivent pas de travaux mais arrêtent des prescriptions qui visent à réduire la vulnérabilité des constructions neuves et des constuctions existantes lorsqu'elles font l'objet de modifications structurelles. Le PPR S sera donc sans effet sur les zones naturelles et agricoles.

3.3. Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages

L'impact du plan sur le patrimoine bâti, les sites et les paysages se limite au patrimoine bâti uniquement dans le cas où il subit une modification structurelle. Toutefois et même dans ce cas, il n'est pas certain que la mise en œuvre du plan ait un quelconque impact dans la mesure où ses prescriptions s'appliquent uniquement aux projets qui prévoîent de modifier la structure du bâti. En effet de telles modifications ne sont permises que dans la mesure où elles n'accroissent pas la vulnérabilité de l'ouvrage vis-à-vis du risque sismique.

3.4. Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances

Le PPR Séisme a vocation à protéger les biens et les personnes et non pas à les exposer à des risques nouveaux.

4. Cartes et règlement annexés au présent rapport

Les quatre cartes annexées au présent rapport recouvrent l'ensemble du territoire de la commune de Nice et définissent les différentes zones du microzonage de Nice que le PPR Sismique instaure. Les cinq zones délimitées sont désignées de la manière suivante :

- Zone 0 : Rocher sans effet de site topographique
- Zone 1 : Sédiment peu épais avec effet de site lithologique
- Zone 2 : Sédiment d'épaisseur moyenne avec effet de site lithologique
- Zone 3 : Sédiment épais avec effet de site lithologique
- Zone 4 : Rocher avec effet de site topographique.

La délimitation des zones a, bien entendu, été déterminée selon l'effet de site qu'elles présentaient.

Toutefois, et afin de caractériser simplement les différentes zones sans avoir à faire référence à l'ensemble des paramètres pris en compte, il a été retenu de les désigner par la nature des terrains rencontrés et leur épaisseur caractérisée de manière imprécise.

Outre la simplicité, cette incertitude évite la confusion que n'aurait pas manqué de provoquer une étude géotechnique réalisée en une zone particulière où la profondeur du substratum rocheux serait apparue différente de la valeur indiquée pour la zone en cause.

Ensuite, le règlement du PPR Séisme annexé au présent rapport définit la portée des prescriptions qu'il instaure et rappelle les caractéristiques de la réglementation nationale déjà applicable. Dans un second titre, ce règlement définit les spectres de réponse élastique applicables dans chacune des zones du microzonage et les prescriptions particulières qu'il instaure. Il s'agit principalement de renforcer le contrôle technique des constructions neuves et des bâtiments collectifs existants dès lors qu'ils font l'objet de travaux visant à modifier leur structure.

PROJET

COMMUNE DE NICE

PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL SÉISME

RÈGLEMENT

MAI 2017

S O M M A I R E

TITRE I – PORTEE DU REGLEMENT DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE NATUREL SÉISME……page 3

Article I.1 – Champ d'application…… page 3

Article I.2 – Division du territoire en zones…… page 3

Article I.3 – Effets du PPR…… page 4

Article I.4 – Rappels de la réglementation en vigueur…… page 4

Article I.5 – Définitions des termes employés…… page 6

TITRE II – MESURES DE PRESCRIPTIONS…… page 8

Article 2 – Les projets nouveaux…… page 8

Article 2.1 – Règles d'urbanisme…… page 8

Article 2.2 – Règles de construction pour les bâtiments à risques normal de catégories II, III et IV……page 8

Article 2.3 – Règles de construction pour les équipements et les ponts « à risque normal » page 12

Article 2.4 – Règle de construction pour les ouvrages à risque spécial : les installations classées, les barrages et les équipements et installations à « risque spécial »… page 12

Article 3 – Les projets sur les biens et activités existants page 13

Article 3.1 – Règles d'urbanisme…… page 13

Article 3.2 – Règles de construction pour les projets sur les biens et activités existants…… page 14

Article 3.3 – Contrôle technique…… page 14

ANNEXE I – Carnet de plans défiissant les zones prescrites par le présent plan de prévention du risque sismique

ANNEXE II – Cahier des Clauses Techniques Particulières applicables aux marchés de contrôle technique de la construction dont l'objet se situe sur le territoire de la commune de Nice

TITRE I

PORTÉE DU RÉGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL SÉISME

Article I.1 – Champ d'application

En application de l'article L562-1 du code de l'environnement, les plans de prévention des risques naturels prévisibles ont pour objet, en tant que de besoin :
« 1° De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;
2° De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;
3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs. »

Le présent règlement s'applique à tout le territoire de la commune de Nice, conformément à l'arrêté préfectoral de prescription du PPR en date du…

Le risque pris en compte est le risque sismique.

Le présent règlement s'applique aux bâtiments « à risque normal » de catégorie II, III et IV et aux ponts de la classe dite « à risque normal ».

Article I.2 – Division du territoire en zones

En application de l'article L. 562-1 du code de l'environnement, modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, le plan de prévention du risque naturel prévisible séisme de la commune de Nice délimite 5 zones de risque sismique différent selon le découpage présenté sur la carte annexée au présent règlement. Pour la zone 0, le rocher y est affleurant et non sujet aux effets de site topographique. Les zones 1 à 3 sont des zones alluvionnaires sujettes aux effets de site sédimentaire. La zone 4 enfin, représente le rocher affleurant sujet aux effets de sites topographiques.

1°) Une zone de risque, dénommée « zone bleue B0 » :

Cette zone correspond à un sol de type rocheux, de classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005.

2°) Une zone de risque, dénommée « zone bleue B1 » :

Cette zone correspond à un sol sédimentaire peu épais, tel que défini dans la cartographie des aléas.

3°) Une zone de risque, dénommée « zone bleue B2 » :

Cette zone correspond à un sol sédimentaire moyennement épais, tel que défini dans la cartographie des aléas.

4°) Une zone de risque, dénommée « zone bleue B3 » :

Cette zone correspond à un sol sédimentaire très épais, tel que défini dans la cartographie des aléas.

5°) Une zone de risque, dénommée « zone bleue B4 » :

Cette zone correspond à un sol de type rocheux avec amplification topographique, tel que défini dans la cartographie des aléas.

Article I.3 – Effets du PPR

Le PPR est une servitude d'utilité publique. À ce titre, il doit être annexé au plan local d'urbanisme (P.L.U.), conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

Toutefois, le présent PPR est sans effet sur les droits à construire ni sur les modalités et les zones où ces droits s'exercent. Il ne prescrit a priori aucun aménagement destiné à limiter le risque et n'est pas non plus prescriptif vis-à-vis des ouvrages existant. Ses effets sont limités aux modalités de dimensionnement des constructions neuves et aux modalités d'exécution des travaux sur les constructions existantes dès lors que leur stucture est concernée.

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du propriétaire, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Le respect des dispositions du PPR. conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque l'état de catastrophe naturelle sera constaté par arrêté interministériel.

À défaut de mise en œuvre des mesures dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

Article I.4 – Rappels de la réglementation en vigueur

1°) Propriété du sol et du sous-sol :

Conformément à l'article 552 du code civil, la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

De ce fait, la responsabilité de la bonne exécution des travaux de consolidation liés aux mouvements de terrain et leur prise en charge financière incombe au propriétaire.

2°) Zone de sismicité :

À la date d'approbation du présent plan, la commune de Nice est classée en totalité en zone de sismicité moyenne (zone 4) conformément aux dispositions des articles R563-1 à R563-8 du code de l'environnement relatifs à la prévention du risque sismique, et à celle des décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 entrés en vigueur le 1er mai 2011.

3°) Contrôle technique

Le contrôle technique est obligatoire pour les opérations de construction ayant pour objet la réalisation (cf. Article R, 111-38 du code de la construction et de l'habitation (CCH) :

1°) d'établissements recevant du public (ERP) classés dans les 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories visées à l'article R.123-19 du CCH ;

2°) d'immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres par rapport au sol ;

3°) de bâtiments autres qu'industriels :

- comportant des éléments en porte à faux dune portée supérieure à 20 mètres ou des poutres ou arcs de portée supérieure à 40 mètres
- ou comportant par rapport au sol naturel des parties enterrées de profondeurs supérieures à 15 mètres ou des fondations de profondeur supérieure à 30 mètres ou
- ou nécessitant des reprises en sous-œuvre ou des travaux de soutènement d'ouvrages voisins, sur une hauteur supérieure à 5 mètres

4°) des bâtiments appartenant aux catégories d'importance III et IV (cf. article I.5 ci-dessous).

5°) d'éoliennes dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 12 mètres

Pour les opérations soumises au contrôle technique, la mission solidité rassemble les missions normalisées de contrôle technique L et PS.

4°) Attestations de prise en compte des règles parasismiques

Les articles R.431-16, A.431-10 et 11 du code de l'urbanisme imposent pour le maître d'ouvrage soumis à l'obligation de contrôle technique de joindre au dossier de dépôt de permis de construire une attestation établie par le contrôleur technique stipulant que ce dernier a fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques dans le projet concerné.

À l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques (art. R.462-4 et A.462-2 à 4 du code de l'urbanisme).

5°) Contrôles et sanctions opérés par l'administration

En vertu des articles L.151-1 et L.152-1 du code de la construction et de l'habitation, toute construction de bâtiment peut faire l'objet d'un contrôle de l'application des règles de construction pendant les travaux et dans un délai de 3 ans après l'achèvement de ceux-ci.

En cas d'infraction aux règles de construction et notamment aux règles de construction parasismique, un procès-verbal mettant en jeu la responsabilité pénale du maître d'ouvrage et des acteurs de la construction peut ainsi être dressé par un agent assermenté et commissionné à cet effet. Des sanctions pénales définies par l'article L.152-4 du code de la construction et de l'habitation peuvent alors être prononcées sur décision du juge à l'encontre des responsables de ces non-conformités.

De plus, l'article L.152-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit la possibilité d'ordonner l'interruption des travaux.

6°) Établissements recevant du public (ERP)

L'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation précise : …. « les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative »….

Article I.5 – Définitions des termes employés

1°) Catégorie d'importance des bâtiments

Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 répartit les bâtiments, les équipements et les installations en deux classes : la classe dite « à risque normal » qui comprend les ouvrages pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat et la classe dite « à risque spécial » qui comprend les ouvrages pour lesquels les effets des dommages sismiques, même mineurs sur les personnes, les biens et l'environnement, peuvent ne pas être circonscrits à leur voisinage immédiat.

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

Les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance		Description
I		■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		■ Habitations individuelles. ■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5. ■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m. ■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers. ■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes. ■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		■ ERP de catégories 1, 2 et 3. ■ Habitations collectives et bureaux, h > 28 m. ■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes. ■ Établissements sanitaires et sociaux. ■ Centres de production collective d'énergie. ■ Établissements scolaires.
IV		■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. ■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. ■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne. ■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise. ■ Centres météorologiques.

2°) Les autres ouvrages « à risque normal » : les ponts et les équipements

Pour les équipements « à risque normal » (canalisations, réservoirs, structures hautes et élancées), les règles de construction parasismique, reposant sur les normes NF EN 1998-4 et NF EN 1998-6, dites règles Eurocode 8, seront fixées par un arrêté ministériel.

3°) Les ouvrages « à risque spécial » : les barrages, les ICPE et équipements « à risque spécial »

Les ouvrages « à risque spécial », c'est-à-dire dont les effets en cas de séisme ne peuvent être circonscrits au voisinage immédiat desdits ouvrages, font l'objet d'un cadre réglementaire spécifique. Ces ouvrages regroupent certains équipements, les barrages, les installations classées pour la protection de l'environnement « à risque spécial » et les installations nucléaires de base.

Les **installations nucléaires** de base sont l'objet de recommandations et de règles de sûreté spécifiques.

Parmi les **installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**, les installations classées dites « à risque spécial » sont les équipements, au sein des établissements Seveso seuil haut et seuil bas, susceptibles, en cas de séismes, de produire des effets létaux à l'extérieur des sites. L'arrêté du 24 janvier 2011 fixe les exigences de tenue au séisme des installations existantes et des installations nouvelles autorisées après le 1er janvier 2013. Pour les installations existantes, une étude permettant de déterminer les moyens techniques nécessaires à la protection parasismique doit être produite avant le 31 décembre 2015. L'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques nécessaires est fixé par arrêté préfectoral, sans dépasser le 1er janvier 2021.

Les installations classées « à risque normal » respectent les dispositions prévues pour les bâtiments et équipements de la classe « à risque normal ».

Pour les **barrages** et les **canalisations de transport à risque spécial**, des arrêtés ministériels fixeront les règles parasismiques applicables à ces ouvrages.

TITRE II

MESURES DE PRESCRIPTIONS

Le plan de prévention du risque sismique de la commune de Nice définit 5 zones bleues, constructibles, où le spectre de réponse élastique en accélération à utiliser pour le dimensionnemnet des ouvrages diffère selon les caractéristiques des sols rencontrés :

– la zone B0 correspond au spectre de réponse élastique pour les zones où les sols sont de la classe A (rocher ou autre formation de ce type comportant une couche superficielle d'au plus 5 m de matériau moins résitant au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 ;

– la zone B1 correspond au spectre de réponse élastique pour les zones où les sols rencontrés sont de type sédimentaire peu épais ;

– la zone B2 correspond au spectre de réponse élastique pour les zones où les sols rencontrés sont de type sédimentaire moyennement épais ;

– la zone B3 correspond au spectre de réponse élastique pour les zones où les sols rencontrés sont de type sédimentaire très épais ;

– la zone B4 correspond a au spectre de réponse élastique pour les zones où les sols rencontrés sont de type rocheux mais qui présente une amplification topographique.

Article 2 – Les projets nouveaux :

Article 2.1 – Règles d'urbanisme :

Sont autorisés tous travaux, ouvrages, aménagements ou constructions

Article 2.2 – Règles de construction pour les bâtiments à risque normal de catégorie II, III et IV

Pour les bâtiments de catégories d'importance II, III et IV, le régles de construction applicables sont celles définies par la norme NF EN 1998-1 septembre 2005, NF EN 1998-3 décembre 2005, NF EN 1998-5 septembre 2005, dites « règles Eurocode 8 » accompagnées des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-1/NA décembre 2007, NF EN 1998-3/NA janvier 2008, NF EN 1998-5/NA octobre 2007 s'y rapportant.

Les spectres donnés dans l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite à « risque normal » sont remplacés par les spectres définis à l'article 2.2.1.

Toutefois, pour les bâtiments appartenant à la catégorie d'importance II et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d'application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 – Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 », l'application des dispositions définies dans cette même norme dispense de l'application des règles « Eurocode 8 » de construction.

Pour ces bâtiments, le maître d'ouvrage transmettra à l'achèvement des travaux à l'autorité qui lui aura délivré son autorisation d'urbanisme, un certificat établi sur papier libre, certifiant que les travaux ont été réalisés conformément aux prescriptions de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 notamment en ce qui concerne les fondations et les chaînages horizontaux et verticaux conformément aux prescriptions du chapitre 3 de la norme.

Article 2.2.1 – Forme des spectres de réponse élastique réglementaires pour les bâtiments de catégorie II

Les spectres, servant de base au dimensionnement des structures neuves, sont d'abord déterminés pour les bâtiments de catégorie II selon l'article R. 563-5 du code de l'environnement. Pour les bâtiments de catégorie supérieure, un coefficient d'importance (défini à l'article 2.2.2) est ensuite appliqué aux spectres.

La forme de ces spectres est déterminée par les paramètres suivants :

a) L'accélération maximale de référence au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005), dénommée a_{gr}, résultant de la situation du bâtiment par rapport à la zone sismique d'implantation, telle que définie par l'article R. 563-4 du code de l'environnement et son annexe.
La valeur de l'accélération a_{gr} sur le territoire de la commune de Nice, est de 1,6 m/s².

b) L'accélération horizontale de calcul au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005), ag, est égale à a_{gr} multipliée par le coefficient d'importance gI défini à l'article I.5 du présent règlement, soit $ag = gI.a_{gr}$.

c) Les paramètres des spectres de réponse élastiques verticaux à employer pour l'utilisation de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 :

avg/ag	TB	TC	TD
0,9	0,03	0,2	2,5

d) La nature du sol par l'intermédiaire du paramètre de sol, S. Les valeurs du paramètre de sol, S résultant de la classe de sol (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) sous le bâtiment sont données par le tableau suivant :

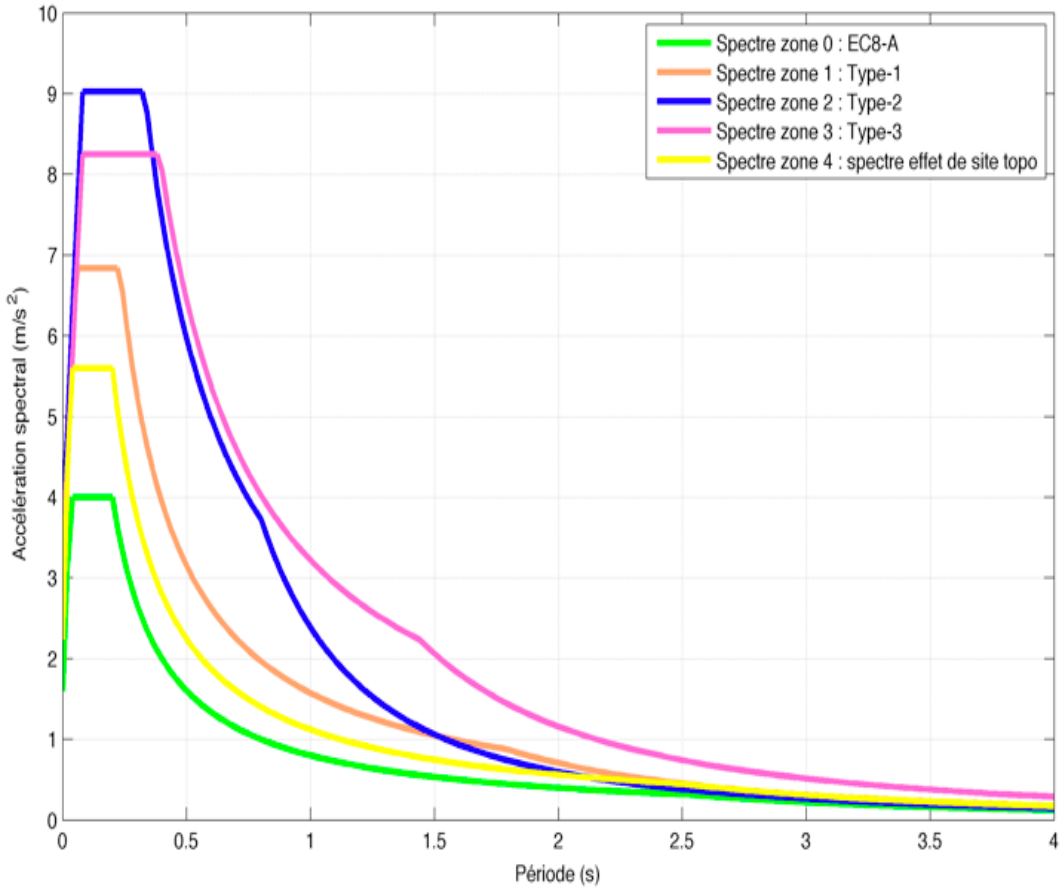
Classes de sol	S
Zone B0 (type EC8-A)	1
Zone B1	1.71
Zone B2	2.25
Zone B3	2.06
Zone B4	1.4

Les modalités d'utilisation du paramètre de sol, S, sont définies dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005.

e) TB et TC, qui sont respectivement les limites inférieure et supérieure des périodes correspondant au palier d'accélération spectrale constante et TD qui est la valeur définissant le début de la branche à déplacement spectral constant. Les valeurs de TB, TC et TD, à prendre en compte pour l'évaluation des composantes horizontales du mouvement sismique, exprimées en secondes sont données par le tableau suivant :

Classes de sol	TB	TC	TD
Zone 0 (type EC8-A)	0.03	0.20	2.5
Zone 1	0.05	0.23	1.79
Zone 2	0.08	0.33	0.8
Zone 3	0.08	0.39	1.44
Zone 4	0.03	0.20	2.5

Par conséquent, les spectres, servant de base au dimensionnement des bâtiments neufs de catégorie II selon l'article R. 563-5 du code de l'environnement ont la forme suivante :



f) Dans le cadre de l'analyse de la liquéfaction, telle que définie dans l'annexe B de la norme NF EN 1998-5 septembre 2005, dite « règles Eurocode 8 », la magnitude à retenir pour les études est de 6,0.

g) Une maçonnerie non armée conforme aux dispositions de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 ne peut être utilisée que dans la zone 0 définie à l'article I.2 du présent règlement.

Article 2.2.2 – Coefficients d'importance à appliquer aux bâtiments de catégorie III et IV

Les ouvrages à risque normal étant classés en 4 catégories (de I à IV) selon l'importance de l'enjeu qu'ils représentent, un coefficient d'importance gI (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) est attribué à chacune des catégories d'importance de bâtiment.

Bien que les dispositions prises dans le règlement du PPRS soient obligatoires uniquement pour les bâtiments de catégorie II, III et IV, elles peuvent s'appliquer aux bâtiments de catégorie I en tenant compte du coefficient d'importance associé. Cette possibilité relève de la décision du pétitionnaire.

Les valeurs des coefficients d'importance gI sont données par le tableau suivant :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE de bâtiment	COEFFICIENTS d'importance gI
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit prendre en compte les caractéristiques des spectres de réponse élastique de la zone dans laquelle ils sont construits selon la formule (pour un amortissement de 5 %), avec $\mathbf{S_e(T)}$, l'accélération spectrale à prendre en compte dans le dimensionnement des bâtiments neufs

$$0 \le T \le T_B : S_e(T) = gl.agr.S\left[1 + \frac{T}{T_B}.(2{,}5 - 1)\right]$$

$$T_B \le T \le T_C : S_e(T) = gl.agr.S.2{,}5$$

$$T_C \le T \le T_D : S_e(T) = gl.agr.S.2{,}5\left[\frac{T_C}{T}\right]$$

$$T_D \le T \le 4s : S_e(T) = gl.agr.S.2{,}5\left[\frac{T_C.T_D}{T^2}\right]$$

Pour les bâtiments appartenant à la catégorie d'importance II et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d'application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 – Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 », l'application des dispositions définies dans cette même norme dispense du calcul du dimensionnement prenant en compte les spectres de réponse élastiques.

Article 2.2.3 – Contrôle technique

En plus des constructions visées à l'Article R, 111-38 du code de la construction et de l'habitation (CCH), sur le territoire de la commune de Nice, au titre du présent Plan de Prévention du Risque sismique, sont soumises au contrôle technique les opérations de construction ayant pour objet la réalisation d'immeubles dès que le plancher bas de leur dernier niveau se situe à plus de 5 mètres par rapport au sol.

En outre, pour toutes les opérations soumises au contrôle technique, ce contrôle devra être exécuté conformément au cahier des prescriptions techniques particulières annexé au présent règlement.

Article 2.3 – Règles de construction pour les équipements et les ponts « à risque normal »

Les règles de construction à appliquer aux ponts nouveaux définitifs, sont celles des normes NF EN 1998-2, NF EN 1998-1 et NF EN 1998-5, dites « règles Eurocode 8 », accompagnée des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-2/NA, NF EN 1998-1/NA, NF EN 1998-5/NA s'y rapportant. Ces règles doivent être appliqués au moyen d'un coefficient d'importance gI (au sans de la norme NF EN 1998-2) attribué à chacune des catégories d'importance des ponts selon le tableau suivant :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE	COEFFICIENTS d'importance gI
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

L'accélération maximale de référence au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005), dénommée a_{gr}, résultant de la situation du pont par rapport à la zone sismique d'implantation, telle que définie par l'article R. 563-4 du code de l'environnement et son annexe.

La valeur de l'accélération a_{gr} sur le territoire de la commune de Nice, est de 1,6 mètres par seconde au carré.

Les spectres de réponse élastique à prendre en compte pour le dimensionnement des ponts nouveaux définitifs sont ceux résultant des paramètres des tableaux de l'article 1.2 paragraphe e).

Article 2.4 – Règle de construction pour les ouvrages à risque spécial : les installations classées, les barrages et les équipements et installations

La réglementation parasismique nationale est applicable.

Article 3 – Les projets sur les biens et activités existants

Article 3.1 – Règles d'urbanisme

Sont autorisés les extensions, les travaux, les changements de destination et les constructions sur les biens et activités existants.

Article 3.2 – Règles de construction pour les projets sur les biens et activités existants

Les travaux, de quelque nature qu'ils soient, réalisés sur des bâtiments existants ne doivent pas aggraver leur vulnérabilité au séisme.

La catégorie d'importance à considérer pour l'application des dispositions constructives est celle qui résulte du classement du bâtiment après travaux ou changement de destination.

Les extensions de bâtiments désolidarisées par un joint de fractionnement respectent les règles applicables aux bâtiments neufs définies à l'article 2.2.

En cas de travaux visant uniquement à renforcer le niveau parasismique d'un bâtiment, le niveau de dimensionnement de ce renforcement au sens de la norme NF EN 1998-3 décembre 2005 « évaluation et renforcement des bâtiments » à savoir quasi-effondrement, dommage significatif ou limitation des dommages relève du choix du maître d'ouvrage.

Pour les bâtiments de catégories II, III et IV, le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.

Pour les bâtiments de catégories d'importance II et vérifiant les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la surface de plancher initiale de plus de 30 %, il sera fait application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 en utilisant les dispositions applicables dans la zone de sismicité 3 du zonage national.

Pour les bâtiments de catégories d'importance II et ne vérifiant pas les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la surface de plancher initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % de planchers à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec les spectres de réponse élastique définis au paragraphe 2.2.1.b et la valeur d'accélération a_{gr} = 0,96 m/s².

Pour les bâtiments de catégories d'importance III et IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la surface de plancher initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec les spectres de réponse élastique définis au paragraphe 2.2.1.b et la valeur d'accélération a_{gr} = 0,96 m/s².

Article 3.3 – Contrôle technique pour les projets sur les biens et activités existants

Tous les projets réalisés sur un bâtiment appartenant à l'une des catégories d'importance II, III et IV concernant un de leurs éléments structuraux sont soumis au contrôle technique dans les conditions rappelées à l'article I.4 alinéas 3 et 4 ci-dessus et selon le cahier des charges annexé au présent réglement.

Toutefois, pour les bâtiments appartenant à la catégorie d'importance II et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d'application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 – Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 », l'application des dispositions définies dans cette même norme dispense de cette obligation qui sera remplacée par l'établissement d'un certificat sur papier libre, certifiant que les travaux de modification des éléments structuraux ont été réalisés conformément aux prescriptions de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 notamment en ce qui concerne la création d'ouverture, les modifications de fondations ou de chaînages horizontaux et verticaux.

CLASSIFICATION DES BATIMENTS *

CATEGORIE I : bâtiment dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité socio-économique

CATEGORIE II : bâtiment dont la défaillance présente un risque dit moyen pour les personnes

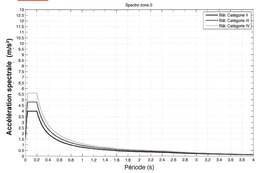
CATEGORIE III : bâtiment dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance économique

CATEGORIE IV : bâtiment dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public

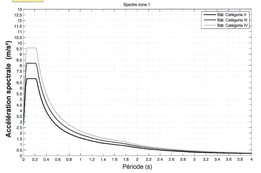
*** Se référer à l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite " à risque normal "**

SPECTRES DE REPONSE DES BATIMENTS A L'ACTION SISMIQUE

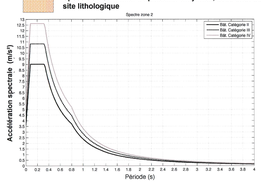
Spectre au rocher sans effet de site topographique



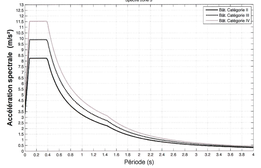
Spectre au sédiment peu épais avec effet de site lithologique



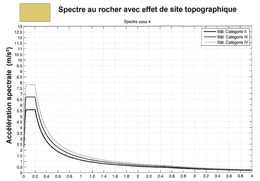
Spectre au sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique



Spectre au sédiment épais avec effet de site lithologique



Spectre au rocher avec effet de site topographique



LEGENDE

ECHELLE 1/5000e

- **Zone 0 : Rocher sans effet de site topographique**
- **Zone 1 : Sédiment peu épais avec effet de site lithologique**
- **Zone 2 : Sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique**
- **Zone 3 : Sédiment épais avec effet de site lithologique**
- **Zone 4 : Rocher avec effet de site topographique**

PROJET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture des Alpes-Maritimes

3

COMMUNE DE NICE

Microzonage sismique

Carte d'aléas 1/4



Echelle : 1/5 000

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
ALPES-MARITIMES
SERVICE EAU RISQUES

Ministère de la Transition écologique et solidaire
CETE Méditerranée

PROJET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture des Alpes-Maritimes

3

COMMUNE DE NICE

Microzonage sismique

Carte d'aléas 2/4



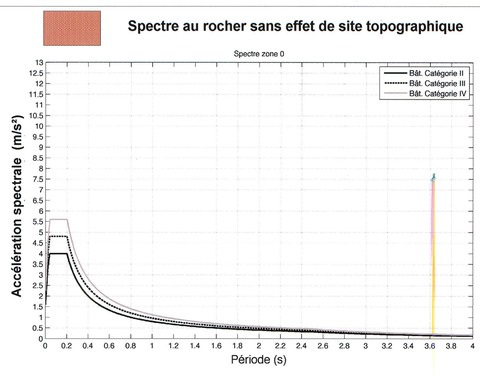
Echelle : 1/5 000

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
ALPES-MARITIMES
SERVICE EAU RISQUES

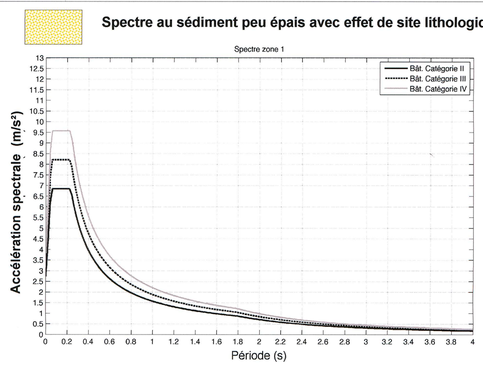
CETE Méditerranée

SPECTRES DE REPONSE DES BATIMENTS A L'ACTION SISMIQUE

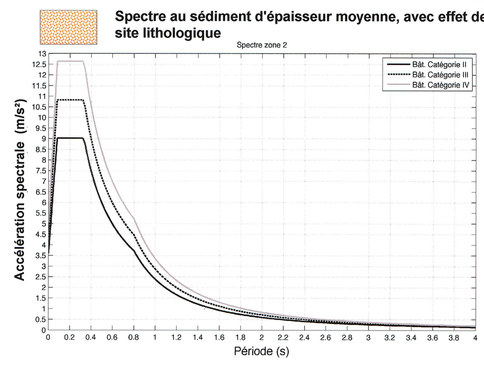
Spectre au rocher sans effet de site topographique



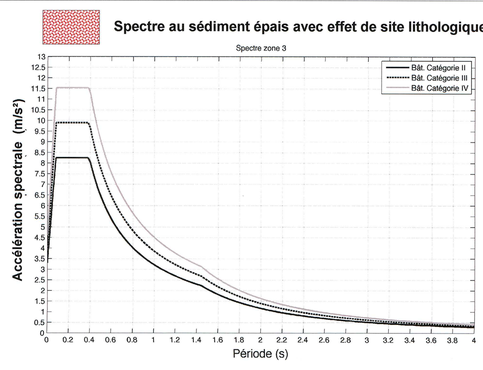
Spectre au sédiment peu épais avec effet de site lithologique



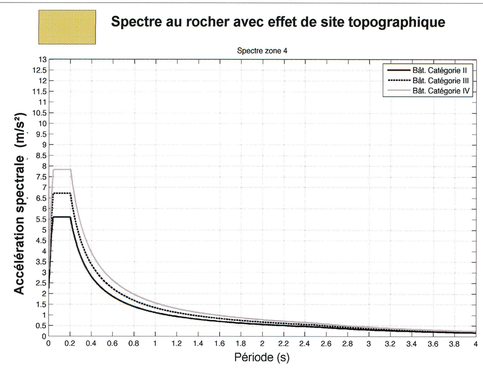
Spectre au sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique



Spectre au sédiment épais avec effet de site lithologique



Spectre au rocher avec effet de site topographique



LEGENDE

ECHELLE 1/5000e

- **Zone 0 :** Rocher sans effet de site topographique
- **Zone 1 :** Sédiment peu épais avec effet de site lithologique
- **Zone 2 :** Sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique
- **Zone 3 :** Sédiment épais avec effet de site lithologique
- **Zone 4 :** Rocher avec effet de site topographique

CLASSIFICATION DES BATIMENTS *

CATEGORIE I : bâtiment dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité socio-économique

CATEGORIE II : bâtiment dont la défaillance présente un risque dit moyen pour les personnes

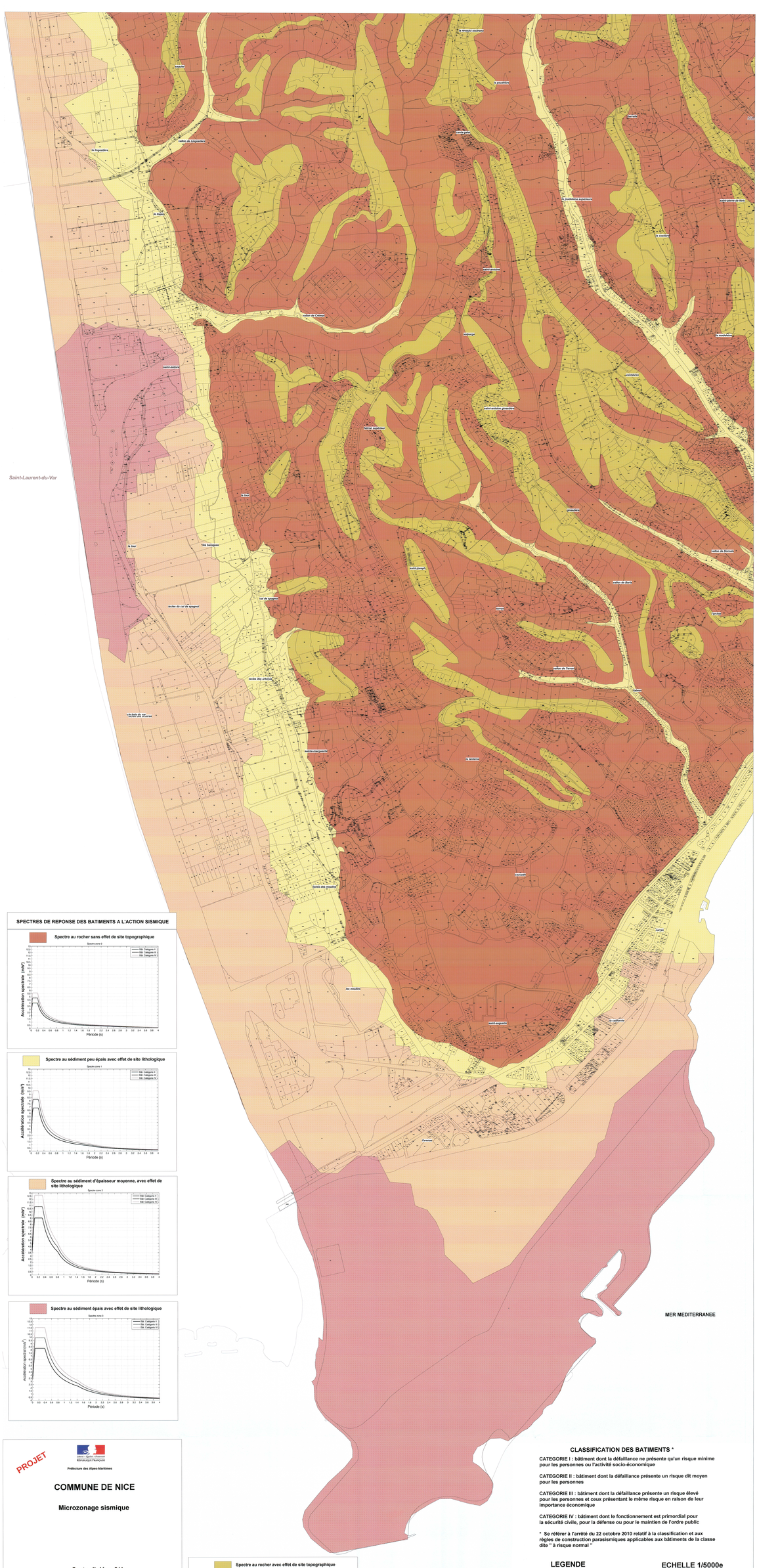
CATEGORIE III : bâtiment dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance économique

CATEGORIE IV : bâtiment dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public

*** Se référer à l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite " à risque normal "**

MER MEDITERRANEE

FOND : BD Topo 50k © - Cadastre 2010 © - Cartographie : ISTRIMA © - Calcul de l'aléa des spectres : CETE Méditerranée,EAA-S



SPECTRES DE REPONSE DES BATIMENTS A L'ACTION SISMIQUE

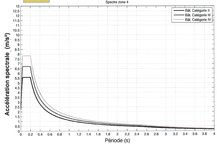
Spectre au rocher sans effet de site topographique

Spectre au sédiment peu épais avec effet de site lithologique

Spectre au sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique

Spectre au sédiment épais avec effet de site lithologique

Spectre au rocher avec effet de site topographique



PROJET

Liberté
Égalité
Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture des Alpes-Maritimes

COMMUNE DE NICE

Microzonage sismique

Carte d'aléas 3/4



Echelle : 1/5 000

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
ALPES-MARITIMES
SERVICE EAU RISQUES

MER MEDITERRANEE

CLASSIFICATION DES BATIMENTS *

CATEGORIE I : bâtiment dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité socio-économique

CATEGORIE II : bâtiment dont la défaillance présente un risque dit moyen pour les personnes

CATEGORIE III : bâtiment dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance économique

CATEGORIE IV : bâtiment dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public

*** Se référer à l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite " à risque normal "**

LEGENDE

ECHELLE 1/5000e

- **Zone 0 : Rocher sans effet de site topographique**
- **Zone 1 : Sédiment peu épais avec effet de site lithologique**
- **Zone 2 : Sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique**
- **Zone 3 : Sédiment épais avec effet de site lithologique**
- **Zone 4 : Rocher avec effet de site topographique**

PGRN1 BD Topo 100 K - Cadastre 2015 © - Cartographie : DDTM06 © - Extrait de l'atlas des aléas sismiques - CETE Méditerranée,2004 ©

le temple
la fontaine sainte
les mourailles
châteauneuf
la baume
cap de croix
las planas
hôpital pasteur
quatre chemins
saint-pons
saint-maurice
le ray
brancolar
pasteur
possicart
saint-sylvestre
Nice
cimiez
valrose
saint-barthélemy
roquebilliere
saint-pierre de féric
le righi
libération
font cauda
l'arbre
carabacel
la madeleine
la conque
saint-étienne
le piol
saint-philippe
musiciens
saint-sépulcre
vallon de Magnan
vieux nice
la colline du château
vallon de Bornala
nice
la buffa
magnan
l'archet
les baumettes
barrimasson
pont magnan
BAIE DES ANGES
sainte-hélène
MER MEDITERRANEE

CLASSIFICATION DES BATIMENTS *

CATEGORIE I : bâtiment dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité socio-économique

CATEGORIE II : bâtiment dont la défaillance présente un risque dit moyen pour les personnes

CATEGORIE III : bâtiment dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance économique

CATEGORIE IV : bâtiment dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public

*** Se référer à l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite " à risque normal "**

LEGENDE

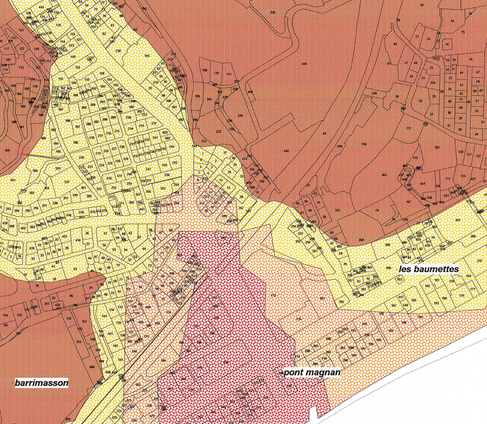
ECHELLE 1/5000e

- **Zone 0 : Rocher sans effet de site topographique**
- **Zone 1 : Sédiment peu épais avec effet de site lithologique**
- **Zone 2 : Sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique**
- **Zone 3 : Sédiment épais avec effet de site lithologique**
- **Zone 4 : Rocher avec effet de site topographique**

FOND: BD Topo IGN © - Cadastre /DGI © Cartographie : DDTM06 © Calcul de l'aléa des spectres : CETE Méditerranée,ERA ©

SPECTRES DE REPONSE DES BATIMENTS A L'ACTION SISMIQUE

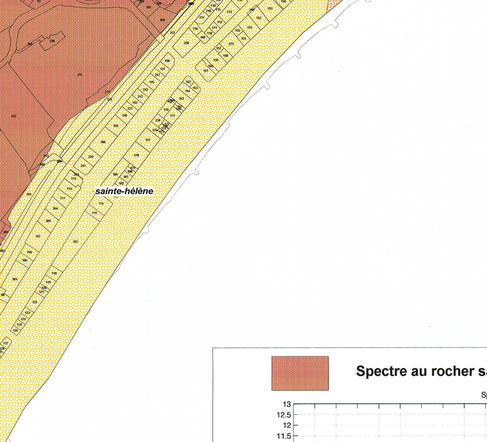
Spectre au rocher sans effet de site topographique



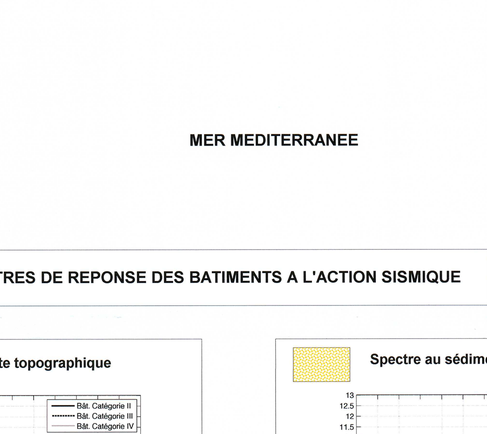
Spectre au sédiment peu épais avec effet de site lithologique



Spectre au sédiment d'épaisseur moyenne, avec effet de site lithologique

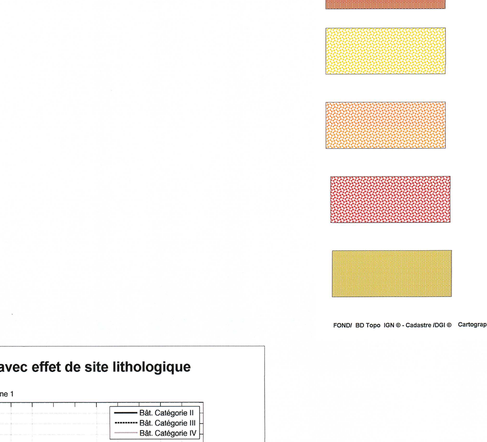


Spectre au sédiment épais avec effet de site lithologique



MER MEDITERRANEE

Spectre au rocher avec effet de site topographique



PROJET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

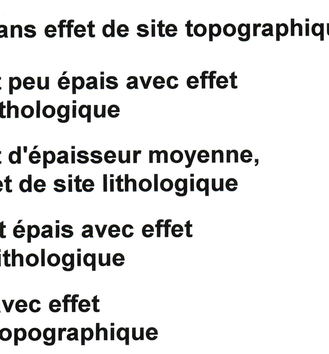
Préfecture des Alpes-Maritimes

3

COMMUNE DE NICE

Microzonage sismique

Carte d'aléas 4/4



Echelle : 1/5 000

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
ALPES-MARITIMES
SERVICE EAU RISQUES

Liberté • Égalité • Fraternité
CETE Méditerranée

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLE AUX MARCHÉS DE CONTRÔLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION DONT L'OBJET SE SITUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE NICE

Article 1er : Champ d'application

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) s'applique aux prestations de contrôle technique de la construction réalisées sur le territoire de la commune de Nice.

Le présent CCTP se réfère aux dispositions du CCTG applicable aux marchés de contrôle technique de la construction défini par le décret 99-443 du 28 mai 1999 qu'il complète, modifie ou précise.

Article 2 : Conformité aux normes

L'activité de contrôle technique de la construction est exercée en conformité avec la norme françaiseNFP 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Cette norme est complétée en premier lieu par le CCTG visé ci-dessus et par les prescriptions du présent CCTP.

D'une manière générale, et notamment en cas d'ambiguïté ou de contradiction, les dispositions du présent CCTP prévalent sur celles du CCTG et sur celles de la norme. À l'inverse, les dispositions de la norme et du CCTG qui ne sont pas modifiées par le présent CCTP restent applicables.

Article 3 : Contenu minimal de la mission

La mission confiée au contrôleur technique devra au minimum comporter les 3 missions suivantes :

- les missions L et PS portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et ceux visés par les règles parasismiques.
- La mission S, pourtant sur les conditiosn de sécurité des personnes dans les constructions.

Dans le cas du contrôle technique obligatoire sur le territoire où est applicable le présent CCTP, la mission minimale de contrôle technique comprend les missions L, PS et S.

Article 4 : Les catégories d'actes du contrôle technique

Au titre du présent CCTP, le maître de l'ouvrage doit faire connaître par écrit au contrôleur technique la suite donnée aux avis qu'il lui a adressé.

Article 5 : Les phases de la mission de contrôle technique

L'annexe au présent CCTP mentionne les actes techniques correspondant à chacune des phases de la mission telles que définies à l'annexe B au CCTG applicable aux marchés de contrôle technique.

Le maître de l'ouvage peut confier au contrôleur technique des actes complémentaires dont le contenu est défini contractuellement. Toutefois, ces dispositions définies contractuellmenet ne peuvent conduire à déroger aux prescriptions du présent CCTP.

ANNEXE

TABLEAU DES ACTES TECHNIQUES CORRESPONDANT AUX PHASES D'INTERVENTION DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE (ANNEXE CONTRACTUELLE)

Phase examen des documents de conception :

- Examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- Examen des résulats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- Examen des rapports d'études de sols ;
- Examen des avant-projets sommaire et définitif. Cet examen comprendra notamment :
  - la vérification des principes de conception relatifs à la régularité en plan et en élévation ainsi que, le cas échéant, vis-à-vis de la présence et la conformité de joints de fractionnement parasismique ;
  - la vérification de la conception vis-à-vis des descentes de charge ;
  - la vérification de la limitation des points singuliers (transparence, poteaux courts, etc.)
  - la vérification de la présence et de la répartition homogène des rigidités structurelles ;
  - la vérification de présence de contreventements suffisants horizontalement et verticalement ainsi que de leur continuité en élévation.
- Examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique. La vérification portera notamment sur les divers points considérés lors de l'examen des avant-projets ;
- Participation à des réunions de mises au point techniques.

Phase examen des documents d'exécution ;

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle. Cet examen comprendra notamment :
  - la vérification de la prise en compte du spectre de réponse élastique défini par le plan de prévention du risque sismique de Nice où se situe l'ouvrage soumis au contrôle ;
  - la vérification, le cas échéant, du calcul modal et de la conformité à la réglementation parasismique des modes pris en compte :
  - la vérification de la conception vis-à-vis des descentes de charge et des reprises des efforts sismiques ;
  - la vérification de la limitation des points singuliers (transparence, poteaux courts, répartition inadaptée des interties entre poteaux et poutres, etc.) ;
  - la vérification de la présence et de la répartition homogène des rigidités structurelles ;
  - la vérification de présence de contreventements suffisants horizontalement et verticalement ainsi que de leur continuité en élévation ;
  - la conformité des joints parasismique ;
  - les modalités de traversée des éléments structuraux par les réseaux.

    - les modalités particulières proposées, le cas échéant, (par exemple poutre échelle en façade, etc.)
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle. Cet examen comprendra notamment mais pas seulement :
    - la conformité des équipements à la réglementation parasismique
    - la conformité, le cas échéant, des modalités prévues pour leur support, leur fixation et leurs liaisons avec les réseaux les desservant ;
- Participation à des réunions de mises au point techniques.

Phase examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;

- Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'atricle 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et équipements soumis au contrôle ;
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle. Au cours des visites de chantier, le contrôle suivra le programme de contrôle proposé par le contrôleur technique dans le mémoire technique accompagnant son offre qui sera annexé au présent CCTP. Le programme d'examen visuel sera adapté à la complexité du projet et du potentiel plan d'assurance qualité (identification des points d'arrêt). Ce programme d'examen visuel portera notamment sur :
    - les éléments de fondation ;
    - pour chaque niveau, les éléments primaires de la structure et les dispositions adoptées pour les liaisons avec les planchers haut et bas ;
    - pour chaque niveau, les éléments de contreventement ;
    - la conformité des joints de fractionnement parasismique (dimension et vacuïté notamment) ;
    - les modalités adoptées pour le passage des réseaux à travers les éléments structuraux.
- participation à des rendez-vous de chantier.

Phase préalable à la réception

- Établissement du rapport final de contrôle technique. Ce document devra comporter l'historique des avis fomulés par le contrôleur technique et celui des réponses écrites que lui aura donné le maître de l'ouvrage.

Sur demande du maître de l'ouvrage dans le marché de contrôle technique :

- Assistance à la visite de la commission de sécurité.

Phase examen des travaux effectués pendan la période de garantie de parfait achèvement

- Examen des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de tavaux effectués pendant la période de garanties de partfait achèvement.

Pour l'exécution de cette phase, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.